

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance  
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre  
Les médias occidentaux dans leurs larges majorités ont de tout temps accepté les versions de l'armée  
israélienne et ferment les oreilles aux autres sources.

# Journal de Palestine

N° 475 du 08 au 17.08

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog :

<http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : [www.palestine-solidarite.org](http://www.palestine-solidarite.org) à cette adresse : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_Palestiniens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm)

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

## Sommaire

Tiré a part

Silvia Catori : Si le monde Savait.

"Quasi silence".

Chihab : le congrès du Fatah a abandonné la résistance.

Gaza l'assiégée par les grands de ce monde,

Gaza la résistante, avait mis sa plus belle robe verte...

### 1 Résistance

Détails par région:

2 Décompte des pertes humaines

3 Politique

Politique Palestinienne

Politique Israélienne

4 Politique internationale des territoires occupés

5 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

6 Les brèves

5-1 Vidéo freedom Palestine

5-2 Vidéos : Le sionisme démasqué

1 Le sionisme démasqué 2/3

2 Le sionisme démasqué 3/3

5-3 vidéo : les-amis-de-richard-prasquier

---

Tiré a part

### Silvia Catori : Si le monde Savait.

C'est le check point qui mène à l'Université Birzeit. Parmi eux des soldats français, doubles nationaux.

Un barrage peut être fixe ou mobile ; il y en a des centaines ; toute la journée les voyageurs sont humiliés, brutalisés, provoqués, déshumanisés, arrêtés, battus ; des hommes sont mis sur le côté des journées entières, laissés à genoux, mains liées, sous le soleil, pour un oui un non.

Pendant ce temps nos medias donnent la parole au Crif et au Cicade qui parlent de notre antisémitisme !

Cela doit être sans cesse dénoncé ; nul ne peut accepter que des hommes et des femmes armés humilient des hommes et des femmes mis en situation d'infériorité.

sc

<http://www.youtube.com/watch?v=5bcOX3ipa80>

### "Quasi silence".

Salam,

Pour votre information....

Mais ce qui est plus scandaleux, c'est le "quasi silence" des médias à ce sujet, tout comme d'autres sujets devenus "tabou" et interdits qui touchent la corruption, crimes et déchéance des sionistes et de l'entité occupante et illégitime, appété l'État d'Israël...

Il faut que cette "impunité" cesse! Il faut que ce mure de peur brise! Il faut qu'on commence à traiter tout le monde, j'insiste, tout le monde, toutes les communautés, toutes les religions, tous les pays... , d'un manière égale et équitable.

Il faut qu'on cesse ce traitement privilégié de ces criminels à cause de leur appartenance prétendue au "judaïsme" et de peur d'être taxer d'anti-sémite.

Durant plus de 60 ans, ils se sont permit tout. J'insiste, Tout; voir toutes les crimes, en ce cachant derrière L'holocauste et en l'instrumentalisant, l'instrumentalisant le "judaïsme" et le "sentiment de culpabilité. des occidentaux".

Imaginer la réaction des médias si l'auteur de ces crimes fuent des musulmans, des leaders musulmans, un pays musulman...

Avec mes indignations.

Amir M. Maasoumi

### Chihab : le congrès du Fatah a abandonné la résistance.

12-08

Le député du mouvement Hamas au conseil législatif palestinien, Mohamed Chihab, a considéré que le 6ème congrès du mouvement Fatah qui s'est tenu, à Bethléem, représente une annulation à la résistance, ainsi qu'une annonce à la continuation des négociations inutiles avec l'ennemi sioniste.

Lors de ses déclarations à la chaîne d'al Alam, Chihab a dit, le mardi 11/8, que les participants au congrès du Fatah et les leaders élus ont adopté le choix des négociations avec l'occupation et l'annulation de la résistance, en soulignant qu'ils ont éloigné les symboles de la résistance lors de ce congrès.

"Le congrès s'est tenu pour soutenir le président sortant de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas et son équipe de négociations inutiles avec l'occupation", a ajouté Chihab, tout en considérant que les participants au congrès se sont accordés contre le mouvement du Hamas et son pouvoir à Gaza et le travail pour mettre fin au contrôle du Hamas dans la Bande.

Il a déclaré que le mouvement du Fatah est devenu très faible pour demander les principes et droits palestiniens annulés depuis plus de 20 ans.

CPI

### Gaza l'assiégée par les grands de ce monde, Gaza la résistante, avait mis sa plus belle robe verte...

Vendredi 14 août 2009, la Résistance affronte une centaine de membres d'un groupuscule connu sous le nom de « Jund Ansar Allah ».

Oui, mesdames et messieurs, Gaza la Résistante, assiégée depuis plus d'un an par la terreur sioniste et les Grands de ce monde, ainsi que par la Collaboration Arabe, Gaza privée de la moindre ressource lui permettant d'affronter maladies, souffrances, manque d'alimentation, destructions perpétrées par le terrorisme sioniste, pollutions de toutes sortes, avait mis ce jour là sa plus belle robe verte pour affronter cette fois-ci *la terreur enfantée par cette logique dite « Choc des Civilisations », logique conçue et propagée par les mêmes Grands de ce monde dans tous les pays de l'extrême et du moyen orient, en vue d'y*

**étouffer ou d'y écraser tout esprit ou acte de résistance.**

Encore une fois, Gaza montre aux peuples son vrai visage à la fois d'amour et de résistance.

Qu'attendons-nous alors pour passer **directement** à l'action en vue de **briser le siège** le plus absurde et le plus inhumain ?

Qu'attendons-nous pour **exiger** de ces Grands de ce monde **la reconnaissance de la Résistance en Palestine occupée** ?

Comment, dirons-nous ?

1- Par **l'élargissement dans tous les domaines** des activités humaines **le boycott de l'entité sioniste** et son **durcissement** ;

2- Par notre **désobéissance Civile si le boycott n'apporte pas ses fruits et si l'ONU reste inerte face au terrorisme des dirigeants sionistes.**

NOS CRIS NE SUFFISENT PLUS, LE TEMPS EST A L'ACTION DIRECTE

SOYONS TOUS DES HAMAS,

VIVE LA PALESTINE LIBRE.

15 août 2009

Pour visionner la vidéo ouvrir le lien <http://libanresistance.blogspot.com:80/2009/08/gaza-lassiegee-par-les-grands-de-ce.html>

---

## 1 La lutte pour la libération dans les territoires occupés

Résistance

### Haniyeh : Nous continuons la route de la résistance jusqu'à la libération de notre terre

14-08

Ismaël Haniyeh a confirmé que le mouvement de la résistance islamique Hamas continue d'emprunter le chemin de la résistance jusqu'au retour de tous les territoires palestiniens dont la sainte ville d'autorité Quds.

C'est dans une célébration organisée par le ministère de l'intérieur de Gaza, hier jeudi, en souvenir des martyrs de la guerre agressive israélienne menée contre Gaza, que Haniyeh a prononcé son discours.

"Nous faisons la promesse au Seigneur tout d'abord, puis à nos martyrs et à leurs familles, que nous poursuivons notre chemin. Nous continuons jusqu'au retour de la terre et jusqu'à la libération de la ville d'Al-Quds, a-t-il dit. Le premier ministre s'est adressé aux familles des martyrs. Il leur a dit que le sang versé éclairera la route de la liberté et de la victoire.

Puis, il a réaffirmé qu'il ne reconnaîtra jamais "Israël". L'étendard restera hissé, sans que nous changions nos positions.

Le premier ministre a enfin dit : « Nous sommes une partie de vous. Nous marchons ensemble pour arriver à notre ville d'Al-Quds et à nos territoires libérés ».

CPI

09-08

Un obus de mortier tiré à partir de la bande de Gaza s'est abattu dimanche matin en Israël sans faire de blessé, a indiqué une porte-parole de l'armée israélienne.

L'engin est tombé dans le secteur du terminal routier de Karni reliant le centre de la bande de Gaza et Israël, et n'a pas non plus causé de dommage, a-t-elle ajouté.

Ce tir est survenu alors qu'un convoi de 91 camions de marchandises devait transiter dimanche à partir d'Israël via ce point de passage.(...)

(AFP)

---

## Bande de Gaza - Au jour le jour

09-08

Dimanche, deux mortiers lancés du territoire côtier se sont écrasés à Gaza sans faire de victimes, l'un d'eux à proximité d'une ambulance palestinienne, ont rapporté des médias palestiniens et israéliens.

Nidal al Mughrabi, version française Clément Dossin

Sources [Yahoo fr](#)

Lundi 10 août 2009

<http://palestine.over-blog.net/article-34754687.html>

10-08

Un avion israélien a bombardé aux premières heures lundi un tunnel situé dans la ville de Rafah, à la frontière entre la bande de Gaza et l'Egypte, apprend-on auprès de l'armée israélienne et du Hamas.

On ne signale pas de victimes dans l'immédiat.

Selon une source militaire anonyme, le bombardement israélien de lundi n'a entraîné aucune explosion sur le site du tunnel, ce qui laisserait penser qu'il n'y avait pas d'armes sur place.

Fréquents par le passé, les raids israéliens contre des tunnels entre la bande de Gaza et l'Égypte se sont faits plus rares ces derniers mois.

<http://palestine.over-blog.net/article-34754687.html>

## 22 morts dans des affrontements entre les forces du Hamas et Jund Ansar Allah

Au moins 22 personnes ont été tuées et plus de 150 autres blessées vendredi dans des affrontements entre Jund Ansar Allah et des membres des forces de sécurité du Hamas dans la Bande de Gaza, selon des responsables du Mouvement de la résistance islamique et des services de santé.

Les violences ont éclaté lorsque les hommes du Hamas, ont encerclé une mosquée à Rafah (sud), où une centaine de membres du groupe Jund Ansar Allah -les soldats des compagnons de Dieu- étaient retranchés. Certains des militants étaient munis de ceintures d'explosifs et d'armes à feu, selon des habitants.

Le dirigeant du groupe avait défié dans la journée le Hamas en déclarant lors d'un prêche que la Bande de Gaza était un émirat islamique.

Le groupe Jund Ansar Allah et un certain nombre de petits mouvements radicaux cherchent à appliquer une stricte loi islamique dans la Bande de Gaza, critiquant l'attitude du Mouvement de la résistance islamique. Ils sont aussi contrariés que le Hamas ait honoré un cessez-le-feu avec Israël au cours des sept derniers mois.

Le Hamas a fait valoir qu'il n'imposait pas ses vues aux autres, et que sa lutte visait Israël, pas le monde occidental. Les appels des groupes plus radicaux à une guerre sainte sapent sa tentative d'apparaître plus modéré aux yeux des Occidentaux.

Ces mouvements sont peut-être la plus sérieuse opposition à laquelle se heurte le Hamas depuis le contrôle de la Bande de Gaza aux dépens du Fatah.

Le dirigeant du groupe Jund Ansar Allah, Abdel-Latif Moussa, avait averti vendredi les hommes du Hamas contre toute tentative de pénétrer dans l'enceinte de la mosquée. "Si le Hamas le fait, ils seront finis", avait-il lancé. Peu après, des échanges de tirs ont éclaté entre les militants se trouvant à l'intérieur de la mosquée et les forces du Hamas qui encerclaient l'édifice. Les hommes du Mouvement de la résistance islamique sont ensuite intervenus dans la mosquée.

Le dirigeant du groupe avait déjà quitté les lieux et les forces du Hamas ont un peu plus tard encerclé sa maison, déclenchant un nouvel échange de tirs avec ses hommes.

Une grosse explosion provenant de la maison de Moussa a été entendue en fin de journée, selon des témoins et des représentants des services de sécurité qui ont précisé que l'habitation était partiellement effondrée.

On ignore si la déflagration a été provoquée par les forces du Hamas ou des militants en possession d'explosifs retranchés à l'intérieur.

Le Hamas a bouclé la zone et les ambulances n'ont pu se rendre sur les lieux des affrontements.

Au moins 13 personnes ont été tuées dans les deux échanges de tirs, selon un haut responsable du Hamas. Plus de 150 autres ont été blessées, dont 29 grièvement, a de son côté rapporté Moaiya Hassanain, un représentant des services de santé dans la Bande de Gaza.

D'après lui, nombre de blessés sont des civils pris dans les échanges de tirs.

Un porte-parole du gouvernement du Hamas Taher Nunu a annoncé que la direction du Mouvement de la résistance islamique était engagée dans une opération contre des "hors-la-loi" et a appelé les partisans de Moussa à se rendre.

Al-Oufok avec les agences de presse

14 août 2009 -)

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article800>

### Second article

Des combats entre le Hamas et Djound Ansar Allah (un groupe djihadiste dissident affilié à Al Qaïda) ont fait au moins 22 morts dans le sud de la bande de Gaza, dont le chef de ce mouvement qui avait proclamé la création d'un "émirat" islamique dans le territoire palestinien, annonce le Hamas.

Des militants locaux des droits de l'homme ont fait état de 28 morts et d'une centaine de blessés à Rafah, près de la frontière égyptienne.

Abdel-Latif Moussa, alias Abou al Nour al Makdessi, a péri dans les affrontements qui opposaient son groupe Djound Ansar Allah ("Guerriers de Dieu") aux policiers du Hamas, a dit un porte-parole du ministère de l'Intérieur géré par le Hamas.

Six policiers du Hamas et six civils sont au nombre des morts.

Trois enfants ont péri, selon des responsables du Hamas qui ont accusé le groupe et son chef inspiré par Al Qaïda d'avoir déclenché les violences par le sermon de vendredi annonçant l'instauration d'un régime théocratique radical.

"Nous tenons le Djound Ansar Allah et Moussa responsables de ce qui s'est passé en raison de la proclamation brutale d'un émirat", a dit Taher al Nono, porte-parole d'Ismaïl Haniyeh, chef du gouvernement Hamas, lors d'une conférence de presse.

Selon des responsables du Hamas, Moussa et un Syrien d'origine palestinienne du nom de Khaled Banat se sont fait exploser en actionnant une de leurs bombes après avoir tué un médiateur qui tentait de mettre fin aux

accrochages.

La confirmation par le Hamas de la présence d'un Syrien parmi les activistes du Djound Ansar Allah contredit des propos tenus la veille par Haniyeh, qui avait assuré qu'aucun combattant non palestinien ne se trouvait dans le territoire.

Des habitants de Rafah, interdite aux médias par les forces du Hamas, ont déclaré que la nuit avait été marquée par des violences terrifiantes.

Pour les spécialistes du Hamas, le Mouvement de la résistance islamique donne la priorité aux objectifs strictement palestiniens, et non aux buts transnationaux d'un réseau comme Al Qaïda, sur lequel se modelait le Djound Ansar Allah.

"Ce qui s'est passé ces derniers mois à Gaza, l'invasion israélienne et la situation économique, a conduit à un renouveau de l'extrémisme dans les marges de la société, mais cela ne signifie pas une expansion d'Al Qaïda à Gaza", dit Maha Azzam, de l'institut londonien de recherches en relations internationales Chatham House.

Des tensions se font cependant jour au sein du mouvement entre pragmatiques et radicaux, notent des experts. Et selon des habitants de Rafah, d'ex-combattants du Hamas se trouvaient dans les rangs du Djound Ansar Allah, dont un ancien chef militaire local, Abdallah Abou Djazer.

Le groupe de Moussa avait signalé sa présence à Gaza il y a deux mois lorsque trois de ses membres avaient été tués lors d'un raid contre une base frontalière israélienne. Selon le ministère de l'Intérieur, il est à l'origine d'une série d'attentats à la bombe ayant visé des cafés internet.

Vendredi, Moussa avait dit que son groupe ne prendrait pas l'initiative d'agresser le Hamas. Mais il ajoutait : "Quiconque fera couler notre sang versera à son tour son sang."

Dans un communiqué sur internet, le "Front des médias islamiques mondiaux" qualifie le Hamas de "gang criminel" qui a tué des "combattants musulmans purs". "Ils ont imité les Juifs qui détruisent les maisons des combattants et du peuple", ajoute-t-il.

( Samedi, 15 août 2009 - Avec les agences de presse )

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article802>

---

## Cisjordanie occupée depuis 1967 : Au jour le jour

08-08

Des sources locales ont dit, le vendredi 7/8, que des dizaines de palestiniens ont été asphyxiés lorsque les soldats sionistes ont attaqué les participants à une marche pacifique hebdomadaire contre le mur d'apartheid, à Bilin.

Les manifestants ont marché dans les rues du village en répétant des slogans nationaux qui appellent à l'unité et insistent sur l'importance de la résistance populaire et la continuation des activités sans avoir peur de la politique terroriste de l'armée de l'occupation israélienne contre les Palestiniens, notamment les habitants du village de Bilin. Les soldats sionistes ont lancé des gaz lacrymogènes sur les palestiniens et les solidaires étrangers lorsqu'ils sont arrivés à la porte du mur d'apartheid.

CPI

---

## 2 La Palestine en chiffre (Depuis le début de l'Intifada le 25 septembre 2000)

---

Civils & résistants tués	: 7.017
Palestiniens blessés	: 54.631
Internationaux blessés	: 192 (chiffre tout a fait minimal)
(balles réelles ou caoutchoutées, gaz lacrymogène, autres moyens)	
Arrêtés :	: 47.733
En prison :	: 11.800
Pacifistes en prison ou arrêtés	: 108
Autres actes	
Journalistes tués	: 9
Journalistes blessés	: ? + 32
Nombre de maisons palestiniennes détruites ou partiellement démolies	: 66.275

### 2-2 Occupants:

Israéliens tués	: 1.201
	( 359 militaires/policiers)
Israéliens blessés	: 6606

---

### 3 Politique

#### a) Politique Palestinienne

##### MM Abbas & Haniyeh.

##### Abbas exclut toute négociation avec Israël sans arrêt de la colonisation.

Mahmoud Abbas a exclu après avoir présidé la 1<sup>e</sup> réunion de la nouvelle direction de son parti, une reprise des négociations avec Israël sans un arrêt de la colonisation, et souligné le droit de son peuple à la "légitime défense".

"Toute négociation doit être basée sur le respect par les parties, surtout Israël, des engagements pris dans le cadre de la Feuille de route (...) et en premier lieu l'arrêt de la colonisation, sous toutes ses formes et sans exception, à Jérusalem et dans le reste des territoires occupés", a déclaré M. Abbas à l'issue d'une réunion du nouveau Comité central du Fatah, la principale instance dirigeante du mouvement.

"Notre peuple est attaché à l'option de la paix mais se réserve le droit de recourir à la résistance légitime, garantie par le droit international, contre l'occupation et la colonisation et pour atteindre ses objectifs qui sont la liberté, l'indépendance et la création de son Etat", a-t-il ajouté.

Il a aussi salué les "efforts du président (américain) Barack Obama et son insistance sur la nécessité de la création d'un Etat palestinien et l'arrêt total de la colonisation".

Le gel de la colonisation réclamé par M. Obama, et rejeté par le gouvernement israélien de droite dirigé par Benjamin Netanyahu, a provoqué de sérieuses tensions entre les Etats-Unis et Israël.

M. Abbas a en outre affirmé que le Fatah refusait un "Etat aux frontières temporaires", une solution souvent évoquée pour surmonter la difficulté de parvenir à un accord définitif.

Il a par ailleurs affirmé que le Congrès du Fatah, qui a injecté du sang neuf dans sa direction pour la première fois en vingt ans, a été "un grand succès".

Le Congrès, qui s'est ouvert le 4 août à Bethléem, en Cisjordanie, doit officiellement s'achever après l'annonce des résultats de l'élection d'une autre instance du Fatah, le Conseil révolutionnaire, attendue jeudi soir ou vendredi.

"Ce Congrès marque le début d'un processus de réforme et de renouvellement au sein du Fatah", a dit M. Abbas, qui a été plébiscité à la tête du mouvement fondé par le leader historique Yasser Arafat à la fin des années 1950. Le Fatah monopolisait le pouvoir au sein de l'Autorité palestinienne avant d'être battu aux législatives en 2006 par le mouvement islamiste Hamas qui l'a ensuite délogé par la force de la bande de Gaza en 2007. Son pouvoir se limite depuis à la Cisjordanie occupée par Israël.

Le parti était en outre miné par des luttes de clans et un manque de discipline qui ont accéléré son déclin depuis la mort d'Arafat en 2004.

M. Abbas s'en est pris dans ses déclarations au Hamas pour avoir empêché des centaines de délégués du Fatah à Gaza d'assister au Congrès, dénonçant "la répression pratiquée par les putschistes".

Les élections du Fatah ont permis une entrée en force à sa direction de cadres de la nouvelle génération au profit de caciques, avec l'élection notamment de Marwan Barghouti, figure de proue du mouvement emprisonné à vie en Israël et d'hommes à poigne issus des services de sécurité comme Mohammad Dahlane et Jibril Rajoub.

Un ténor du Fatah, l'ancien Premier ministre et ancien négociateur Ahmad Qoreï, qui a perdu son siège, a dénoncé des "manipulations" ayant selon lui entaché le scrutin, dans une interview au quotidien Al-Quds Al-Arabi publié à Londres.

M. Abbas a minimisé ces propos, excluant toute "scission" au sein du parti.

14/8

[http://www.google.com:80/hostednews/afp/article/ALeqM5gY93lgCiPe09U-GKhr89\\_kOmTjiA](http://www.google.com:80/hostednews/afp/article/ALeqM5gY93lgCiPe09U-GKhr89_kOmTjiA)

---

#### 1-1 Processus de paix.

##### Salam Fayyad «La paix dépend d'El Qods occupée»

Le Premier ministre a affirmé samedi que résoudre le conflit israélo-palestinien dépend de la question d'El Qods occupée. "El Qods est la clé de la paix, de la sécurité et de la stabilité", dans la région a affirmé M. Fayyad lors d'un séminaire organisé à l'Université de Bir-zeit à Ramallah. "L'avenir du projet national palestinien et celui de la paix globale dépendent de la protection d'El Qods, de sa position, de son histoire, et de la solution qui maintient également les droits des Palestiniens", a-t-il dit. "El Qods est la capitale du futur Etat palestinien et la souveraineté de l'Etat sur sa capitale doit être complète". M. Fayyad a appelé l'administration américaine et la communauté internationale à faire pression sur Tel Aviv pour établir et respecter "un plan pratique" qui mettrait fin aux colonies juives en Cisjordanie occupée et aux "violations" perpétrés à El Qods occupée.

03-08

<http://www.elmoudjahid.com/accueil/monde/40031.html>

---



processus de paix, il est au point mort. Et si Mahmoud Abbas n'a pas exclu le recours à la lutte armée, il a également tenu à préciser : « Nous ne sommes pas des terroristes. » Retour sur cinquante ans de lutte pour l'indépendance de la Palestine.

Un mouvement d'étudiants nationalistes

Fondé au Koweït dans les années 1950 par des étudiants qui pensaient que seul un mouvement autonome des régimes arabes serait à même de défendre la cause palestinienne, le Fatah est la principale composante de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

En 1969, quatre ans après le déclenchement de la lutte armée par le Fatah, l'Israélien Shimon Pérès, interrogé par la télévision française, estime que le mouvement de Yasser Arafat ne représente que 2000 à 3000 personnes et que « la population de Cisjordanie est contre le Fatah ».

De fait, le soulèvement populaire est alors un échec. (*Voir la vidéo*)

Ambroise Bouleis | Journaliste |

04/08/

<http://www.rue89.com/2009/08/04/palestine-darafat-a-abbas-50-ans-de-combats-du-fatah>

## Abbas reconnaît des "erreurs" du Fatah, l'exhorte à un "nouveau départ"

"En raison du blocage du processus de paix, mais aussi à cause de nos erreurs, certains de nos comportements rejetés par le public, notre faible performance, notre éloignement du poulx de la rue et notre manque de discipline, nous avons perdu les élections législatives (en 2006) et ensuite nous avons perdu Gaza", a déclaré le président palestinien Mahmoud Abbas devant les délégués de son parti à Bethléem.

Le Fatah, qui exerçait jusqu'alors un contrôle sans partage sur l'Autorité palestinienne, avait été largement battu aux élections par le Hamas.

"Nous avons aussi failli perdre ce qui restait de l'Autorité palestinienne mais nous avons résisté, tenu bon et pris des initiatives. Nous avons préservé l'Autorité au lieu de tout laisser à l'occupation et nous avons travaillé nuit et jour pour rétablir la sécurité (en Cisjordanie) alors que cette tâche apparaissait alors comme impossible", a-t-il ajouté.

M. Abbas, qui dirige le Fatah depuis le décès(...) de son dirigeant historique Yasser Arafat en 2004, a exhorté dans ce contexte les délégués du Congrès à en faire "une plateforme pour un nouveau départ".

"En sommes-nous capables? C'est la question qui est posée aux membres du Congrès", a-t-il ajouté.

"Ce Congrès doit constituer une plateforme pour un nouveau départ, consolidant notre lutte pour atteindre nos principaux objectifs: la libération et l'indépendance", leur a-t-il répété.

"Nous avons le devoir d'offrir à notre peuple des réponses aux défis auxquels nous sommes confrontés", a-t-il encore dit.

Il s'agit du premier congrès général du mouvement historique palestinien depuis 1989 et seulement du sixième depuis sa création à la fin des années 1950.

Au cours de cette réunion de trois jours, quelque 1.900 délégués doivent renouveler le Comité central et le Conseil révolutionnaire, principales instances du Fatah, et adopter un nouveau programme politique.

Les préparatifs du congrès ont été perturbés par le refus du Hamas d'autoriser quelque 400 autres délégués du Fatah de Gaza de se rendre en Cisjordanie.

AFP

04 août )

<http://www.romandie.com/ats/news/090804103140.zxo8o7f5.asp>

## Réactions

### Hamas : la réélection d'Abbas à la tête du Fatah est une continuation de l'effondrement politique

09-08

Le Hamas voit que la réélection du président sortant, Mahmoud Abbas, à la tête du Fatah ne va pas permettre à ce mouvement d'être dans une bonne position et montre qu'il veut continuer sur ce chemin et état de faillite politique.

Le porte-parole du Hamas, Dr. Sami Abou Zouhri a déclaré, le samedi 8/8, que la réélection d'Abbas à la tête du Fatah est une affaire interne pour le Fatah, mais les dirigeants du Hamas estiment que le Fatah ne sera pas en bonne état après cette décision.

"Cela représente le choix du Fatah pour continuer sur le chemin de la faillite politique", a considéré Abou Zouhri après la réélection de Mahmoud Abbas à la tête du Fatah au cours du 5ème jour de leur 6ème congrès, à Bethléem.

CPI

15-08

Le haut membre du Front populaire de Libération de la Palestine (FPLP), Javad Aql, a déclaré en allusion à la fraude dans les élections du Fatah, que ce Mouvement était maintenant mis à l'épreuve pour mettre fin à ses problèmes internes.

" De célèbres figures du Fatah, qui ont échoué dans les dernières élections du Comité central du Mouvement à Bethléem, ont protesté contre le résultat du scrutin, mettant en doute la validité des élections. ", a-t-il souligné. Ce

haut membre du FPLP a ajouté que maintenant, le Fatah se trouvait face à un dilemme entre ses partisans et la nation palestinienne, afin de prouver sa capacité à maintenir la solidarité inter-palestinienne, pour régler la crise intérieure et adopter des positions politiques au niveau national.

IRIB

11-08

Le Hamas a affirmé que la nouvelle direction du mouvement Fatah élue lors du sixième congrès, à Bethléem, est devant un réel examen pour déterminer son engagement aux droits et principes palestiniens, ainsi que la réalisation de l'unité nationale.

Le porte-parole du mouvement Hamas, Dr. Sami Abou Zouhri a dit, le mardi 11/8, que le mouvement du Hamas considère que cette direction est devant un réel examen pour déterminer son engagement aux droits et principes palestiniens, ainsi que son attachement au choix de la résistance.

Les premiers résultats du comité central sont apparus, aujourd'hui à l'aube, le mardi 11/8, plusieurs heures après des échanges d'accusation de falsification.

CPI

## Le congrès du Fatah a abandonné la résistance

Le député du mouvement Hamas au conseil législatif palestinien, Mohamed Chihab, a considéré que le 6ème congrès du mouvement Fatah qui s'est tenu, à Bethléem, représente une annulation à la résistance, ainsi qu'une annonce à la continuation des négociations inutiles avec l'ennemi sioniste.

Lors de ses déclarations à la chaîne d'al Alam, Chihab a dit, le mardi 11/8, que les participants au congrès du Fatah et les leaders élus ont adopté le choix des négociations avec l'occupation et l'annulation de la résistance, en soulignant qu'ils ont éloigné les symboles de la résistance lors de ce congrès.

"Le congrès s'est tenu pour soutenir le président sortant de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas et son équipe de négociations inutiles avec l'occupation", a ajouté Chihab, tout en considérant que les participants à congrès se sont accordés contre le mouvement du Hamas et son pouvoir à Gaza et le travail pour mettre fin au contrôle du Hamas dans la Bande.

Il a déclaré que le mouvement du Fatah est devenu très faible pour demander les principes et droits palestiniens annulés depuis plus de 20 ans.

12-08

CPI

## 1-8 Violations colonialiste et action contre le Mur de la Honte

08-08

Des sources locales ont dit, le vendredi 7/8, que des dizaines de palestiniens ont été asphyxiés lorsque les soldats sionistes ont attaqué les participants à une marche pacifique hebdomadaire contre le mur d'apartheid, à Bilin.

Les sources ont rapporté que les habitants du village de Bilin et les solidaires étrangers se sont regroupés après la grande prière de vendredi pour organiser une marche pacifique, en portant des drapeaux palestiniens et des panneaux qui appellent à la libération des leaders populaires comme Mohamed Khatib, Adib Abou Rahma et d'autres captifs, ainsi que l'arrêt des incursions dans le village et des poursuites contre les activistes et les membre du comité populaire qui luttent contre le mur raciste sioniste.

Les manifestants ont marché dans les rues du village en répétant des slogans nationaux qui appellent à l'unité et insistent sur l'importance de la résistance populaire et la continuation des activités sans avoir peur de la politique terroriste de l'armée de l'occupation israélienne contre les Palestiniens, notamment les habitants du village de Bilin.

Les soldats sionistes ont lancé des gaz lacrymogènes sur les palestiniens et les solidaires étrangers lorsqu'ils sont arrivés à la porte du mur d'apartheid.

CPI

## Sanâa H : Contre la colonisation, le monde se donne rendez-vous à Bil'in.

**(De Bil'in)** Une fumée blanche et épaisse s'empare de moi. Souffle coupé, je ne peux plus ouvrir mes yeux.

D'autres, devant moi, mettent un genou à terre. Nous sommes à Bil'in, village agricole, situé à quelques kilomètres de Ramallah. Une bourgade qui compte aujourd'hui 2600 habitants. Le Mur de séparation se trouve seulement à quelques centaines de mètres. Ici, comme dans de nombreux endroits en Cis-Jordanie, la construction de colonies menace l'activité économique des villages.

A Bil'in, un comité populaire organise chaque vendredi matin depuis 2004 des manifestations pacifistes pour dénoncer l'enferment. Des pacifistes venus des quatre coins du monde se joignent au Palestiniens. Tous marchent jusque la barrière de sécurité qui séparent les colonies du village.

La température avoisine les 40 degrés. Je rencontre un groupe de Français appartenant à l'association Génération Palestine Marseille.

L'un d'entre eux, un jeune, casquette vissée sur la tête, témoigne :

« Nous voulons montrer notre soutien au peuple palestinien et dénoncer les constructions illégales des colonies dans les territoires occupés. »

Il est accompagné de deux jeunes filles. La brune s'indigne du « manque de soutien de la communauté internationale ». La blonde répète que la situation en Palestine ressemble beaucoup à « celle qu'a vécu l'Afrique du Sud durant l'Apartheid ». On a besoin de quelques minutes pour arriver devant la barrière. Tout près, des soldats israéliens montent la garde. Le groupe s'arrête.

Un Israélien sexagénaire s'empare du micro et lance « j'ai honte d'être juif ».

Plus bas, dans le cortège, Nadia scande des slogans en français « Non au Mur et à l'occupation ». Les militaires pointent le bout de leur nez. Je m'approche à reculons. Sur nous, arrivent des rafales de gaz lacrymogènes. Pris de panique, certains courent et pleurent, ne comprenant pas ce qui arrive. On s'échange les citrons et les oignons qu'on frotte sur les yeux pour revenir à un état normal.

Le vent est éteint. Les slogans reprennent. Plusieurs personnes redescendent. Les lacrymo en ont terrorisé plus d'un. Les journalistes groupés restent à l'écart des manifestants, ils portent des gilets siglés « Press ». Ils pensent ainsi être épargnés. Ils se trompent.

Nadir Dendoune, un journaliste français, raconte que « c'est bien la première fois qu'on lui tire ainsi dessus aussi ouvertement ». Une odeur nauséabonde envahit l'espace, mélange d'excrément, d'eau des égouts et de déchets fermenté. Le leader de la manif invite tout le monde à quitter les lieux :

« La semaine dernière, ils ont arrêté deux personnes. Bienvenue dans la seule démocratie du Moyen-Orient. »

Sanâa H

12/08/

<http://www.rue89.com/proche-orient/2009/08/12/contre-la-colonisation-le-monde-se-donne-rendez-vous-a-bilin>

---

## 1-9 Action & déclaration palestinienne contre la politique colonialiste en général

12-08

La ville de Toulkarem a témoigné d'un grand festival pour accueillir le leader, Mohamed Mansour, de Bala'a, à l'est de Toulkarem, et l'un des anciens captifs du mouvement Hamas qui a été libéré, hier mardi 11/8, après avoir passé plus de 25 ans dans les prisons de l'occupation.

Des centaines de personnes du village de Bala'a, ainsi que de grandes personnalités dont les députés de Toulkarem et les leaders du mouvement Hamas et du mouvement islamique en Cisjordanie se sont regroupés, dès les premières heures du matin, de mardi 11/8, dans la ville de Toulkarem pour recevoir le captif libéré, Mohamed Mansour.

Dans un entretien avec les masses médias, Mansour, a appelé les factions de la résistance palestinienne qui capturent le soldat sioniste, Gilad Chalit, à ne pas le libérer jusqu'à l'exécution des demandes du Hamas.

Il a appelé à mettre fin aux désaccords palestiniens et reprendre l'unité nationale.

CPI

---

## 1-13 Prisons & tortures - Déclaration et situation dans les geôles israéliennes -

### 1-14 Prisons: Déclaration et situation dans les geôles palestinienne.

13-08

Les milices du président sortant de l'autorité palestinienne Mahmoud Abbas ont poursuivi leurs campagnes d'enlèvement contre les partisans du Hamas en Cisjordanie. Elles ont arrêté dix d'entre eux, dont un captif libéré et un fonctionnaire du département des Wakfs à Tulkarem.

Les dizaines d'éléments des milices d'Abbas ont envahi, hier soir, mercredi 12/8, la mosquée de Younes et ont arrêté sept adolescents qui attendaient la prière du soir (*maghreb*).

Les milices ont envahi une boutique commerciale dans la région de Garages à Tulkarem et ont enlevé un Palestinien.

Les forces des milices d'Abbas ont également enlevé un captif libéré et un fonctionnaire du département des Waqfs de Tulkarem.

CPI

---

---

## b) Politique Israélienne

### 2-2 Des Canons ... pas du beurre.

Tsahal tente de mettre au point un système électronique capable de détecter les tunnels

Depuis des années maintenant, l'armée israélienne tente de mettre au point un système électronique capable de détecter les tunnels de contrebande situés à la frontière entre l'Egypte et la bande de Gaza. En dehors des bombardements effectués dans la zone, un certain nombre de technologies ont été testées jusqu'ici mais leur efficacité n'a été pas été jugée suffisante.

Désormais, les espoirs israéliens reposent sur un officier du prestigieux département technologique de Tsahal qui doit se rendre cette semaine aux Etats-Unis. Il a pour mission de mener des recherches dans un laboratoire spécialisé dans la localisation de gisements de pétrole.

L'officier, dont l'identité n'a pas été dévoilée, a également été mandaté par le MAFAT, l'administration en charge de la recherche et le développement au sein du ministère de la défense.

Ces derniers mois, l'armée a choisi de concentrer ses efforts sur les tunnels creusés entre Israël et Gaza en plaçant près de la frontière des capteurs acoustiques et sismiques développés par les industries Rafael. Mais l'ultra sensibilité de ces systèmes de détection a trop souvent occasionné des fausses alertes.

Difficilement détectables, les tunnels de Gaza constituent l'une des préoccupations majeures de l'establishment sécuritaire israélien. Ils ont permis à plusieurs reprises l'infiltration de commandos palestiniens en territoire israélien comme ce fut le cas lors de la capture de Gilad Shalit en juin 2006. Au cours de l'opération « Plomb durci » des soldats avaient également découvert une immense structure souterraine près du point de passage de Karni, déjouant ainsi une attaque.

En attendant de trouver une solution au problème posé par les tunnels de Gaza, les forces israéliennes procèdent régulièrement à des explosions contrôlées le long de la frontière, reproduisant ainsi une technique utilisée de l'armée américaine à sa frontière avec le Mexique pour lutter contre l'immigration clandestine.

Effectuées en profondeur, ces détonations permettent de fragiliser ou d'empêcher toute construction sous terre.

Maxime Perez

Rubrique: **Défense**

Publié le 9 août 2009

<http://www.israelvalley.com/news/2009/08/09/23831>

---

## 2-3 Sur le terrain.

### Un milliard de dollars pour la judaïsation de leur « vallée sainte »

Pour mettre la main sur l'ancien bourg de la ville d'Al-Quds, les occupants israéliens consacrent un milliard de dollars pour la judaïsation de leur prétendue « vallée sainte ».

En effet, des sources juridiques palestiniennes lèvent le voile sur plusieurs décisions et lois israéliennes concernant un projet destiné à détourner quelque deux kilomètres et demi du côté sud-est de l'ancien bourg palestinien de la sainte ville d'Al-Quds.

Le projet dont la réalisation s'étale sur quatre ans comporte la construction d'un réseau de rues encerclant l'ancien bourg de la sainte ville d'Al-Quds, changeant surtout le terrain au profit d'associations coloniales sionistes, ainsi que de bureaux officiels israéliens.

Soutien financier de l'étranger

Dans un communiqué dont notre Centre Palestinien d'Information (CPI) a reçu une copie, dimanche 5 juillet 2009, les sources juridiques précisent que le projet coûtera un montant dépassant un milliard de dollars. Une somme venant en partie de l'étranger, des Sionistes et des Occidentaux.

Désormais, un Palestinien, même originaire de la région, ne pourra construire dans la zone se trouvant entre la montagne Mokabber et le quartier Al-Cheikh.

Dérober des quartiers entiers

Depuis les années quatre-vingts, le ministère israélien de l'habitation et la mairie ont le projet de mettre la main sur les quartiers de la ville. Ils prétextent que le village palestinien de Salwan est une zone juive des plus sacrées. Et pour arriver à leur fin, les autorités sionistes ont décidé de raser 88 maisons palestiniennes abritant 1500 personnes. Le quartier à raser comporte également deux cimetières islamiques et des repères historiques chers aux cœurs des Musulmans.

L'association israélienne Amine dévoile l'existence d'un plan officiel secret consistant en la coopération avec des institutions coloniales sionistes pour construire neuf parcs et quelques rues, simplement pour changer l'aspect de la ville.

C'est aussi, ajoute l'association israélienne, pour relier des sites historiques juifs aux colonies entourant la ville d'Al-Quds.

Tous ces projets, dit l'association via son directeur général, mettra fin à toute possibilité de solution équitable avec les Palestiniens. Le conflit se changera d'un conflit national en un conflit religieux.

Pour sa part, le centre des études palestiniennes contemporaines dit que le premier pas de ce projet diabolique consiste en la destruction du quartier Al-Bostane et en la déportation de ses habitants.

Source : CPI

10 août

<http://www.palestine->

<http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7%2fuSTmjYvp6v%2fcNSEkmoOp70YXq4hXHGUU0rynQQekr6o6E9rzWHIkMcr%2fXgWQTdTV8Y58BSA20lqt0eYZ%2fbg%2b%2f6bsdG9y3t3kPCmHK9kyX8%3d>

---

## 2-4 Les grandes manœuvres...

## Un projet de loi imposerait l'enseignement des "valeurs du sionisme" aux écoles arabes

Le comité ministériel pour les affaires légitimes a refusé une proposition de loi obligeant les écoles arabes dans les territoires occupés en 1948 et toutes les autres écoles officielles sionistes à imposer trois leçons par semaine pour étudier le sionisme et l'histoire du territoire d'Israël et de l'Etat occupant.

Le parti extrémiste de droite Yisraël Beitenu, dirigé par le raciste Avigdor Lieberman, qui a proposé ce projet de loi, a l'occasion de le présenter devant la commission générale de la Knesset pour l'adopter comme projet d'une loi spéciale, malgré le refus du gouvernement d'adopter cette fois.

Le parti a dit que cette loi vient pour exprimer les valeurs de l'Etat d'Israël et son histoire comme un Etat juif et sioniste aux élèves.

CPI

---

### 2-6 Pays corrompu cherche ...

#### À la barre ! Avigdor Lieberman.

Les chefs d'inculpation qui pèsent sur lui sont aussi lourds qu'un obus qui s'écrase sur une maison de Ghaza : corruption, fraude fiscale, subornation de témoins, blanchiment d'argent et obstruction à la justice.

De quoi envoyer le chef de la diplomatie israélienne, Avigdor Lieberman, 51 ans, au mitard pour au moins une trentaine d'années.

Après une dizaine d'années d'enquêtes et d'investigations, la police a recommandé au procureur son inculpation. Evidemment sa mise en examen obligerait Avigdor Lieberman à démissionner de son poste de ministre des Affaires étrangères et abandonner son strapontin de député. Mais on n'en est pas encore là. Avigdor, surnommé tour à tour le Cosaque, le Diable ou le Raspoutine israélien, affirme qu'il dort la conscience tranquille. Pas pour longtemps... Barbe poivre et sel taillée au cordeau, carrure d'un dépeceur de bétail, langue de crotale, Avigdor, de son vrai nom Ivett, est un personnage aussi sulfureux qu'infréquentable. Il a tracé son chemin tel un char de Tsahal fonçant sur une bourgade de Ramallah. Né en Moldavie dans l'ex-Union soviétique, il a d'abord travaillé comme videur de boîtes de nuit, puis présentateur dans une radio de Bakou, en Azerbaïdjan, avant d'émigrer en 1978 en Israël à l'âge de 20 ans.

Service militaire dans l'artillerie, études en relations internationales à l'Université de Jérusalem, il adhère au parti raciste Kach, aujourd'hui interdit, avant de rejoindre le Likoud de Natanyahu en 1996.

Pour le récompenser, ce dernier le nomme comme directeur de son cabinet, mais il sera contraint de s'en éloigner en raison de ses positions ultranationalistes, ultraracistes, fascisantes. Il avait entre autres qualifié Yasser Arafat de « chien » et de « terroriste » à battre sans le moindre état d'âme et demandé que soient exécutés les élus arabes au Parlement israélien au cas où ils rencontreraient des dirigeants du Hamas. Elu deux fois député sous la bannière d'Israël Beteinou (Israël notre maison), fondé en 1999, nommé deux fois ministre, des Infrastructures puis des Transports, il sera limogé par Ariel Sharon en mai 2004 à cause de son opposition à l'évacuation des colons de la bande de Ghaza. Que lui reproche la justice ? Le Cosaque aurait créé à Chypre, notamment, plusieurs sociétés dont certaines fictives au nom de sa fille Michal, avec la complicité d'hommes d'affaires russes et autrichiens.

Grâce à ses entreprises, Lieberman aurait blanchi d'importantes sommes d'argent qui auraient servi à financer sa campagne électorale. Rattrapé, il pourrait donc être inculpé et obligé de démissionner. Qui s'en plaindrait ?!

Samy Ousi-Ali

<http://www.elwatan.com/Avigdor-Lieberman-Un-facho-au>

---

### 2-10 Politique colonialiste israélienne. (Colonisation & colonies)

#### Une cinquantaine de Palestiniens expulsés par la police israélienne de leurs maisons à Jérusalem

La police israélienne a expulsé dimanche deux familles palestiniennes vivant à Jérusalem-Est et laissé des colons juifs s'installer dans leurs maisons, des expulsions critiquées par l'Autorité palestinienne, l'ONU et les Etats-Unis. La police est arrivée avant l'aube et a bouclé une partie du quartier arabe de Sheikh Jarrah avant d'expulser de force plus de cinquante personnes, selon Chris Gunness, porte-parole de l'office des Nations unies chargé des réfugiés palestiniens, l'UNRWA. Le personnel de l'ONU a ensuite vu arriver des véhicules transportant des colons venus s'installer dans les maisons évacuées, a-t-il raconté. Les familles expulsées habitaient dans ces logements depuis plus de 50 ans, selon lui.

La police israélienne a invoqué un arrêt de la cour suprême israélienne statuant que les maisons appartenaient à des familles juives et que ces familles arabes y résidaient illégalement.

Khawla Hanoun, une jeune femme de 35 ans, qui habitait dans l'un des logements évacués, a raconté que la police lui avait ordonné ainsi qu'aux 16 membres de sa famille de quitter les lieux avant le lever du jour et les

avaient menacés de leurs armes quand ils ont refusé. "Maintenant, notre avenir est dans la rue", a-t-elle dénoncé. "On va rester déterminés jusqu'à ce que nous puissions rentrer chez nous. Par n'importe quel moyen, on doit revenir chez nous".

La porte-parole du Département d'Etat américain Megan Mattson a estimé que de telles actions constituaient des violations des obligations de l'Etat hébreu dans le cadre de la "feuille de route" pour la paix au Proche-Orient, élaborée par le Quartet (Etats-Unis, Russie, Union européenne, Nations unies). "Des actions unilatérales prises par l'une des parties ne peuvent préjuger de l'issue des négociations et ne seront pas reconnues par la communauté internationale", a-t-elle prévenue dans un communiqué.

Le Coordonnateur spécial des Nations unies pour le processus de paix au Moyen-Orient Robert Serry, a dénoncé des expulsions "totalement inacceptables". "Ces actions renforcent les tensions et entament les efforts internationaux pour créer les conditions de négociations fructueuses pour parvenir à la paix", a-t-il dénoncé dans un communiqué.

Le principal négociateur de l'Autorité palestinienne, Saeb Erekat, a condamné ces expulsions. "Alors que les autorités israéliennes ont promis à l'administration américaine que les démolitions de maisons, les expulsions et autres provocations contre les Palestiniens de Jérusalem allaient cesser, nous voyons exactement l'inverse se passer sur le terrain", a-t-il souligné dans un communiqué.

Le statut de Jérusalem-Est, que les Palestiniens revendiquent comme capitale, est l'une des questions les plus sensibles du conflit israélo-palestinien. Israël a conquis la partie est de la ville, alors administrée par la Jordanie, lors de la guerre des Six jours en 1967, mais l'annexion de Jérusalem-Est par l'Etat hébreu n'est reconnue par aucun autre pays. Depuis, Israël a renforcé sa présence à Jérusalem-Est, construisant des quartiers où vivent environ 180.000 juifs.

Des organisations liées au mouvement des colons juifs de Cisjordanie ont acquis des biens immobiliers au sein des quartiers palestiniens de Jérusalem pour y installer des Israéliens. Environ 270.000 Palestiniens vivent à Jérusalem-Est, soit 35% des 760.000 habitants de la ville.

Al-oufok avec les agences de presse)

02-08

<http://www.aloufok.net/spip.php?article759>

<http://www.aloufok.net/spip.php?article2>

06-08

Des sources palestiniennes dans la ville sainte d'al Qods occupée ont déclaré que des équipes de la municipalité sioniste d'al Qods ont ordonné, le mercredi 5/8, à plus de 13 familles palestiniennes de quitter leurs maisons, en leur présentant des ordres de destruction, sous prétexte qu'elles sont construites sans autorisation.

"Les forces occupantes ont envahi les quartiers, de Essawia, Beit Hanina, Achkaria, le mur de Bahir et Beit Safafa dans la ville d'al Qods", ont souligné ces sources.

De sa part, le bureau juridique des droits de l'homme de l'association "Maqdissi", pour l'amélioration et le développement de la société a confirmé que les campagnes agressives et racistes de l'occupation continuent de violer les droits humains des palestiniens dans la ville sainte, en soulignant que plus de 13 familles s'exposent actuellement aux pratiques sauvages et discriminatoires des forces occupantes sionistes.

Le membre du comité "Maqdissi", allié à l'association internationale d'al Qods, Essam Juihane, a condamné, selon l'agence presse, les agressions sionistes continues et les agendas très dangereux et progressifs de judaïsme contre les quartiers palestiniens, ainsi que le colonialisme qui menace toute la ville, en appelant à une intervention immédiate pour arrêter les violations et crimes sionistes, sans précédents, dans la ville sacrée d'al Qods.

CPI

07-08

La guerre agressive israélienne menée contre Gaza a pris fin, mais les occupants israéliens continuent leurs agressions contre les territoires palestiniens en général et ceux de la bande de Gaza en particulier.

En effet, une force de l'occupation israélienne a fait une incursion à l'est de Gaza, hier jeudi 6 août 2009. Non loin du point de passage Al-Mintar, à l'est du quartier Al-Chojaia, à l'est de Gaza, la force s'est avancée sur plusieurs centaines de mètres.

Des témoins oculaires confirment avoir vu quatre pelleteuses, épaulées par deux engins militaires, faisant une incursion dans ladite zone. Elles se sont directement mises à raser des terrains agricoles palestiniens.

Les témoins ajoutent que les engins des occupants tiraient sporadiquement en direction de maisons civiles de la zone.

CPI

14-08

Le ministre israélien de l'Intérieur, Eli Yishai, s'est prononcé hier pour la poursuite d'un projet immobilier qui ferait la jonction entre la grande colonie juive de Maale Adoumim et Jérusalem, malgré l'insistance de Washington pour qu'Israël gèle toute activité de colonisation.

« On ne peut nous dire que nous ne devons pas construire dans les colonies de peuplement », a-t-il dit à Radio-Israël sur le site du projet connu sous le nom de « zone E », ajoutant que celui-ci était « juste et nécessaire » ainsi que « vital pour la sécurité et les intérêts nationaux ».

Les propos de Yishai, membre du parti religieux Shass, illustrent les pressions que le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu subit de la part de ses partenaires de coalition pour l'inciter à résister aux pressions américaines.

## 2-14 Prisons & tortures : Déclaration

### Les troupes israéliennes infligent des sévices aux enfants

"Un ex-commandant de l'armée israélienne a déclaré à la BBC que des jeunes Palestiniens subissaient régulièrement des mauvais traitements de la part des soldats israéliens durant leur détention," écrit Katya Adler, de la BBC, depuis Jérusalem et la Cisjordanie.

#### **Israël a arrêté 9 000 Palestiniens l'année dernière, dont 700 enfants.**

« Vous prenez l'enfant, vous lui bandez les yeux, vous lui mettez les menottes, il tremble vraiment... quelquefois, vous lui attachez les jambes aussi. Ça peut parfois lui couper la circulation.

« Il ne comprend pas un mot de ce qui se passe autour de lui. Il ne sait pas ce que vous allez faire de lui. Il sait juste que nous sommes des soldats, avec des fusils. Que nous tuons les gens. Peut-être que les gosses pensent alors que nous allons les tuer.

« Très souvent, ils font pipi dans leurs pantalons, simplement en se tenant là, ils pissent dans leurs pantalons, en pleurant. Mais habituellement, ils restent très calmes. »

Eran Efrati est un ancien commandant de l'armée israélienne. Il a servi en Cisjordanie occupée.

Dans un parc discret de Jérusalem, nous nous sommes rencontrés pour discuter des allégations portées contre les soldats, comme lui, qui auraient fréquemment maltraité des mineurs palestiniens, soupçonnés de leur avoir jeté des pierres.

Mr Efrati - qui a quitté l'armée il y a cinq mois - me dit que ces allégations sont vraies :

« Je n'ai jamais arrêté un jeune de moins de 9 ou 10 ans, à 14, 13, ou 11 ans, pour moi ce sont encore des gosses. Pourtant, ils sont arrêtés comme des adultes.

« Chaque soldat qui est allé dans les territoires occupés peut vous raconter la même histoire. Les premiers mois après que j'ai quitté l'armée, je rêvais tout le temps de ces gosses. Des enfants juifs. Des enfants arabes. Qui poussaient des hurlements.

« Peut-être [que l'enfant a] les yeux bandés pour qu'il ne voit pas la base et la façon dont nous agissons... mais je crois que si nous lui mettons un bandeau c'est sans doute parce que nous ne voulons pas voir ses yeux. Vous ne voulez pas qu'il vous regarde - vous savez, qu'il nous demande d'arrêter, ou qu'il pleure devant nous. C'est beaucoup plus facile si nous ne voyons pas ses yeux.

« Quand l'enfant est arrivé à la base, ça je ne l'ai pas fait, mais personne ne pense à lui comme à un enfant ; vous savez, s'il y a quelqu'un avec un bandeau sur les yeux et les menottes, c'est qu'il a probablement fait quelque chose de vraiment mal. Alors pas de problème pour le gifler, pas de problème pour lui cracher dessus, pas de problème pour lui balancer parfois des coups de pieds. Ça n'a pas vraiment d'importance. »

Les jeunes Palestiniens sont la plupart du temps arrêtés pour des jets de pierres sur les colons juifs ou les soldats israéliens.

C'est, disent-ils, leur seul moyen pour évacuer leur colère contre l'occupation militaire par Israël de leur terre, la Cisjordanie.

Chaque semaine, dans le village de Bil'in en Cisjordanie, une manifestation est organisée par des Palestiniens contre le mur d'Israël en Cisjordanie.

Israël dit que ce mur est nécessaire pour arrêter les attaques contre ses citoyens.

Les Palestiniens disent que c'est un vol de leur terre.

### Les troupes israéliennes utilisent fréquemment des gaz contre les manifestants à Bil'in.

#### **Arrestations nocturnes**

Lors d'une récente manifestation, j'ai vu une bande de garçons palestiniens qui filaient entre les oliviers, ramassant des cailloux et des rochers pour les lancer sur les soldats.

Certains avaient des lance-pierres. Beaucoup portaient un foulard ou un châle [keffieh] enroulé autour de leur visage pour cacher leur identité.

Les soldats ont réagi avec des grenades lacrymogènes et des assourdissantes. Parfois, ils utilisent aussi des balles d'acier recouvertes de caoutchouc.

Souvent, après un incident comme celui-ci, les soldats israéliens lancent un raid sur un village de Cisjordanie. Généralement, dans le milieu de la nuit. Les arrestations peuvent être brutales.

« Les visages des soldats étaient peints quand ils sont venus pour lui. C'était effrayant. Tous ces soldats pour un garçon. Ils ont placé des poids en acier sur son dos dans la jeep, ils l'ont frappé pendant tout le chemin vers la prison. Il n'a pas pu se lever pendant une semaine. »

Le fils de Mohammad Ballasi, qui a 15 ans et s'appelle aussi Mohammad, a été arrêté par les soldats israéliens pour avoir jeté des pierres.

Nous avons rencontré le père et son épouse, juste à l'extérieur de la base militaire israélienne, en Cisjordanie.

Les jeunes Palestiniens sont jugés par des tribunaux militaires.

Pour les tribunaux, sont considérés comme mineurs les Palestiniens âgés de 16 ans et moins. Pour les tribunaux civils en Israël, on est mineur en dessous de 18 ans.

La première fois que les parents de Mohammed l'ont vu après son arrestation, deux semaines auparavant, c'était à son procès. Il a plaidé coupable.

« *Quand vous avez été frappé comme ça, vous pouvez dénoncer votre propre mère,* » dit Suad Ballasi, retenant ses larmes.

« *C'est un enfant. Ses copains jouent dans la rue et lui il est menotté. Je ne pouvais m'arrêter de pleurer au tribunal. Je sentais comme si mon cœur allait exploser.* »

L'Organisation des droits de l'homme pour la Défense des enfants - International (DCI (Palestine) a rédigé un rapport accusant l'armée israélienne de ce qui est décrit comme des mauvais traitements et des tortures, systématiques et institutionnalisées, contre les enfants palestiniens par les autorités israéliennes.

Gerard Horton est avocat international pour DCI. Il dit que l'histoire de Mohammad Ballasi est coutumière.

« Nous entendons ces récits encore et encore. Israël est signataire de la Convention des Nations unies contre la torture. Il est aussi signataire de la Convention des Nations unies sur les droits de l'enfant - et selon le droit international coutumier, il n'est pas permis d'infliger des mauvais traitements et des tortures, en particulier aux enfants qui sont évidemment plus vulnérables que les adultes. »

Il m'a dit qu'Israël avait arrêté 9 000 Palestiniens l'année dernière. 700 d'entre eux étaient des enfants.

Pour Mr Horton, les tribunaux militaires ont besoin de traiter les affaires rapidement.

DCI estime que le système est conçu de sorte qu'il est dans l'intérêt de l'adulte ou de l'enfant de plaider coupable.

Selon Gerard Horton, la tendance est que les Palestiniens se retrouvent plus longtemps en prison s'ils essaient de défendre leur affaire.

Mohammad Khawaja venait d'avoir 13 ans quand il a été arrêté.

« Ils m'ont tiré de mon domicile par la peau du cou. Plus je pleurais, plus ils m'étouffaient, » dit-il.

« Ma maman hurlait. Ils m'ont tiré par le ventre. Mes genoux saignaient. Ils m'ont frappé avec leurs armes et donné des coups de pieds jusqu'à leur jeep.

« Ils m'ont menotté les mains et les jambes, bandé les yeux et ils m'ont laissé là pendant 24 heures. Je croyais que j'allais mourir.

« Plus tard, les interrogateurs ont voulu me faire parler sur d'autres personnes. Je ne l'ai pas fait. Ils m'ont frappé avec des chaises en plastique. Ils m'ont dit de signer un papier écrit en hébreu. Je ne sais pas lire ni parler l'hébreu. Et parce que j'ai signé, ils m'ont mis en prison. »

L'armée israélienne nie toute allégation selon laquelle les sévices contre des jeunes Palestiniens seraient habituels, mais l'armée dit qu'elle doit se prémunir contre les enfants palestiniens impliqués dans ce qu'elle décrit comme des « actes de terrorisme ».

Pour Israël, les pierres sont des armes meurtrières.

#### **Cauchemars**

La lieutenant-colonelle Avital Leibowitz est porte-parole pour l'armée israélienne.

« *Même s'il s'agit d'un pierre ou d'un cocktail Molotov, ce sont des armes meurtrières. Peu importe qui le fait, ce sont des armes meurtrières,* » dit-elle.

« *Presque chaque semaine, nous trouvons un jeune de 14 ou 15 ans qui porte sur son corps une ceinture d'explosifs ou une grenade, à l'un ou l'autre des passages [frontaliers].*

« *C'est la situation que nous vivons, et étant donné que nous assurons notre propre défense et que nous voulons punir ces terroristes, nous n'avons pas le choix, il nous faut les trouver, les punir - et espérer que nous n'en reviendrons pas là.* »

Mohammad Khawaja n'a plus bien dormi depuis que les soldats sont venus. Il dit que les cauchemars ne vont pas le quitter.

Les groupes pour les droits humains appellent la communauté internationale à lancer des enquêtes sur ce qu'ils appellent les violations par Israël des droits des enfants.

15 août

[http://www.info-palestine.net/article.php3?id\\_article=7116](http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=7116)

---

## **3 Politique Internationale des territoires occupés**

### **a) Pays Arabes & voisins**

La conférence nationale avertit du projet d'Obama qui vise à liquider la question palestinienne

La conférence nationale islamique a averti de la réponse aux tentatives et propositions du président américain, Barack Obama et son émissaire à la région du Proche-Orient, George Mitchell qui visent à liquider la question palestinienne, en liant le projet d'Obama aux attaques et escalades sionistes contre les droits des réfugiés palestiniens et les campagnes de judaïsation dans la ville occupée d'al Qods.

La conférence a averti, le mardi 11/8, de répondre aux tentatives d'Obama et de Mitchell pour liquider la question palestinienne, et ses conséquences négatives, en appelant à prendre des mesures fortes pour répondre aux décisions sionistes après le vol et l'évacuation des maisons palestiniennes dans le quartier de Cheikh Jarrah, ainsi que la confiscation des terres au quartier de Selwan, selon l'agence, Qods presse.

Elle a condamné fortement le silence du secrétaire général de l'ONU, ainsi que des directions internationales et les organisations non gouvernementales envers les crimes sionistes continus contre les palestiniens, en violant les lois internationales et les droits de l'homme.

Elle a indiqué à l'augmentation des activités coloniales sionistes dans les territoires palestiniens, au moment où les côtés qui répondent aux tentatives de Mitchell veulent soutenir sa médiation et réaliser la prétendue paix générale sur la base de la solution des deux états.

CPI  
12/08

---

## Ligue arabe SOS à l'Europe.

Les pays arabes tentent d'obtenir le soutien de l'Union européenne pour forcer Israël à rendre public son programme nucléaire, d'après des documents obtenus par l'Associated Press.

Dans une lettre remise au ministre des affaires étrangères suédois Carl Bildt, Amr Moussa, secrétaire général de la Ligue arabe, presse la Suède de soutenir une résolution sur les capacités nucléaires d'Israël. Le texte sera soumis à la prochaine assemblée générale de l'AIEA, l'agence chargée de l'énergie atomique des Nations unies. Des lettres comparables ont été envoyées aux autres ministres des 26 états européens. Elles visent à amener l'Etat hébreu à signer le traité de non prolifération nucléaire, à condition qu'il reconnaisse l'existence de ses armes atomiques. Une motion identique a été repoussée de quelques voix à la précédente assemblée.

14.08.09

<http://fr.jpost.com:80/servlet/Satellite?cid=1249418605883&pagename=JFrench%2FJPArticle%2FShowFull>

---

## Arabie Saoudite

### Massoud Al-Hennawi : Refus arabe et action israélienne.

Le ministre saoudien des Affaires étrangères Saoud Al-Fayssal a bien fait de refuser des invitations américaines appelant à normaliser les relations avec Israël. Il a également refusé d'effectuer un quelconque pas visant à instaurer la confiance tant qu'Israël n'a fait aucune promesse concernant le retrait des territoires occupés.

Et Amr Moussa avait lui aussi bien fait en assurant que les Arabes n'allaient présenter aucune offre à Israël pour l'encourager à présenter des sacrifices pour instaurer la paix.

Mais ce refus de la part des Arabes suffit-il pour donner un élan réel à la question palestinienne ?

Pour répondre à cette question, il suffit d'observer les mouvements d'Israël quand l'étau avait commencé à se resserrer autour de lui et quand le président Obama était sur le point de tourner le dos au gouvernement extrémiste de Netanyahu.

Avant tout, Netanyahu a envoyé son ministre des Affaires étrangères à Washington pour calmer la colère américaine, et surtout, pour tergiverser en faisant une proposition satanique selon laquelle la colonisation sera suspendue de façon provisoire tout en se concentrant sur le danger iranien.

Ensuite, le grand rabbin d'Israël a défié les Etats-Unis en annonçant que Washington ne respectait pas les préceptes de la Torah et visait à interdire aux juifs de construire leurs maisons sur la terre d'Israël.

Il a également envoyé des messages aux chefs des communautés juives aux Etats-Unis, les appelant à avoir recours à leurs pouvoirs pour s'opposer à cette tendance. C'est alors qu'à peine, quelques heures après, 2 sénateurs ont commencé à collecter des signatures pour un message adressé à Obama l'appelant à faire pression sur les Etats arabes afin qu'ils entreprennent une initiative de paix envers Israël.

Puis, quelques heures après, 200 membres du Congrès ont envoyé un message au souverain saoudien l'appelant à normaliser les relations avec Israël.

Il est donc question d'un système complémentaire, d'un mouvement continu auxquels participent le gouvernement israélien, l'institution religieuse ainsi que différentes organisations. Cette coopération a réussi à changer les tendances de l'Administration américaine, passant d'une forte pression sur Israël pour arrêter la construction des colonies, à l'appel des Arabes d'entreprendre des pas sur la voie de la normalisation.

Il est donc clair que les Arabes doivent suivre la même méthode.

Ils doivent changer la politique de refus en politique dynamique d'action continue et effective. C'est l'unique moyen de parvenir à leurs droits, même si leurs réclamations sont légitimes, et même si le président Obama croit en la justice de leurs droits.

Al-Ahram Hebdo Semaine du 12 au 18 Août 2009, numéro 779

Massoud Al-Hennawi

<http://hebdo.ahram.org/arab/ahram/2009/8/12/opin2.htm>

---

- b) Le Monde
- 1 Usa (le parrain)
- 1 Obama

Obama Gang

## Dennis Ross, faucon sioniste, prend de facto la tête du Conseil National de Sécurité US

Ross est un fidèle de la ligne dure pronée par le Likoud de Netanyahou. Il a été co président du *Groupe United Against Nuclear Iran* qu'il a fondé ( il a démissionné lorsqu'il a accepté de faire partie de l'Administration Obama). Il a servi à la fois sous les Administrations Républicaines et Démocrates, et est depuis longtemps un proche conseiller d'Obama sur le Moyen Orient.

Il a écrit un livre récemment en collaboration avec David Makovsky (ancien editeur du JPost, le journal d'extrême droite israélien et actuellement au Washington Institute for Near East Policy, une boîte à penser proche du Lobby Sioniste Américain AIPAC) , intitulé "Myths, illusions and Peace :Finding a New Direction for America in the Middle East".

<http://www.tlxcala.es/pp.asp?reference=7940&lg=fr>

---

## 2 Les grandes manœuvres

### Réseau Israélo-Américain démantelé

A peine quelques jours après l'arrestation d'un vaste réseau de corruption Américain, un groupe Israélo-Américain a été arrêté pour une fraude aux impôts s'élevant à des dizaines de millions de dollars.

Les documents de justice Israéliens et Américains classés à Chicago ce Lundi ont révélé que les suspects, 7 citoyens Israéliens et 2 citoyens Américains, ont trompé les fonctionnaires des impôts durant au moins 5 ans, a rapporté le New York Times.

Ils auraient prétendument utilisé les noms de milliers de prisonniers enfermés dans les prisons fédérales, sans qu'ils en soient informés, pour obtenir le remboursement d'impôt sur la base de fausses demandes envoyées aux fonctionnaires des impôts

Selon les autorités, après avoir reçu les remboursements, ils utilisaient des comptes bancaires hébergés par des banques Israéliennes pour blanchir l'argent.

En plus des 9 suspects mentionnés, qui comparaissent ce lundi devant un tribunal à Tel Aviv pour être entendus, d'autres Américains ont été arrêtés à Chicago et ailleurs aux Etats Unis en rapport avec cette affaire.

Les autorités Israéliennes ont déclaré que le chef du réseau suspecté, Marvin Berkowitz, qui détient la double nationalité, a fui il y a 6 ans les Etats Unis pour rejoindre Israël et vit depuis à Jerusalem (al Quds).

Les documents des actes d'accusation stipulent que les enquêteurs Israéliens ont trouvé près de 12 millions de dollars en remboursement d'impôts dans les comptes bancaires de Berkowitz et de son équipe. Selon ces documents, le suspect prévoyait un détournement qui se monte à 35 millions de dollars.

On estime que, Berkowitz, qui est accusé pour 6 détournements d'identité, aurait arrangé au moins pour 800 000 \$ en remboursement d'impôts qui reviendraient à au moins 8 membres de sa famille.

Deux de ses fils, qui ont déjà été arrêtés aux Etats Unis, figureraient parmi le groupe des bénéficiaires.

Ces détails d'un nouveau crime Israélo-Américain suivent de près la vague d'arrestation de masse du syndicat de crime Israélo-Américain au New Jersey, impliquant des fonctionnaires et des rabbins, qui se livraient à des activités illicites ainsi qu'à du blanchiment d'argent.

Le mois dernier, 11 Israéliens ont été arrêtés pour avoir escroqués des millions de dollars à des personnes âgées au Etats Unis en les appelant de Tel Aviv et en leur disant qu'ils doivent d'abord payer les impôts sur leurs gains pour recevoir l'argent qu'ils avaient gagné dans la loterie.

Traduction [Alter Info](#)

05 Août 2009

Article original: <http://www.presstv.ir/detail.aspx?id=102490&sectionid=3510203>

---

---

## 4 Politique Internationale

### Organisations Mondiales & régionales

Otan - 3 Onu - 4 Nations Unies - Banque Mondiale- Mouvement des non-alignés (MNA)

Onu

### L'Onu épingle Israël sur les droits de l'homme à Gaza.

La Haute-Commissaire des Nations unies pour les Droits de l'homme, la Sud-Africaine Navi Pillay, reproche à Israël des violations du droit international et des droits de l'homme lors de son invasion de la bande de Gaza en décembre-janvier derniers.

Dans un document de 34 pages publié vendredi, elle s'élève aussi contre "l'impunité quasi totale" qui recouvre ces atteintes et souligne que la situation des droits de l'homme, déjà critique dans les territoires palestiniens occupés, s'est dégradée pendant l'opération "Plomb durci" menée par Tsahal pour faire taire les tirs de roquettes palestiniens sur l'Etat hébreu.

Ce rapport, ainsi que celui que va bientôt sortir le juriste sud-africain Richard Goldstone après une série d'auditions menées à Gaza, seront soumis en septembre au Conseil de sécurité de l'Onu.

"(...) D'importants éléments de preuve indiquent de prime abord que de graves atteintes au droit humanitaire international ainsi que des violations flagrantes des droits de l'homme ont eu lieu lors des opérations militaires conduites entre le 27 décembre 2008 et le 18 janvier 2009, qui ont été aggravées par le blocus enduré par la population de Gaza lors des mois qui ont précédé l'opération 'Plomb durci' et qui se perpétue encore", écrit Navi Pillay.

Cette dernière énumère ainsi des cas de détention arbitraire, de torture et de mauvais traitement, d'exécutions extrajudiciaires, d'évictions forcées et de démolitions de maisons, d'extension de colonies et de violences concomitantes et de restrictions à la liberté de mouvement et d'expression.

"Tandis que ces violations sont en soi très préoccupantes, l'impunité presque totale qui persiste aujourd'hui à propos de semblables atteintes (et ce quel que soit le responsable) est très inquiétante et constitue une cause profonde des violations persistantes", ajoute cette ancienne juge à la Haute Cour d'Afrique du Sud.

Cette dernière fait à cet égard un certain nombre de recommandations :

- . qu'Israël lève son blocus ainsi que ses restrictions sur les mouvements à destination et en provenance de l'enclave côtière palestinienne qui équivalent à un châtiment collectif illégal ;
- . que les allégations de violations du droit humanitaire et des droits de l'homme pendant le conflit à Gaza fassent l'objet d'une enquête par des institutions indépendantes, et que les victimes aient droit à des indemnités ;
- . qu'Israël cesse d'étendre illégalement ses implantations dans les territoires occupés, suspende les évictions et démolitions de maisons palestiniennes et mette un terme aux violences des colons.

Contrairement aux décisions du Conseil de sécurité, les conclusions et recommandations du Conseil des droits de l'homme de l'Onu (CDH) n'ont pas d'effet contraignant.

Cette dernière instance, qui a succédé il y a trois ans à la très controversée Commission des droits de l'homme, compte aujourd'hui 47 membres.

Le CDH, dont la majorité est composée de pays africains et musulmans, a, avec le soutien de la Russie, de la Chine, de Cuba et du Nicaragua, consacré plus de temps à la question israélo-palestinienne qu'à tout autre dossier international depuis sa création.

[Rapport intégral de Navi Pillay](#)

vendredi 14 août 2009,

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article798>

## 5 institutions et leurs satellites

Human Rights Watch

### Des Palestiniens, agitant le drapeau blanc, tués par l'armée israélienne

L'armée israélienne a tué onze civils palestiniens alors qu'ils agitaient le drapeau blanc, durant son offensive de décembre/janvier dans la bande de Gaza, a affirmé l'organisation Human Rights Watch (HRW) dans un rapport publié jeudi.

Selon ce rapport de 63 pages, établi à partir de témoignages, d'exams médicaux et balistiques, les soldats israéliens ont tué dans sept cas séparés 11 civils palestiniens, dont cinq femmes et quatre enfants, et ont blessé au moins huit autres arborant le drapeau blanc pour être épargnés.

"Ces civils étaient en groupes et agitaient un T-shirt ou un foulard. Il n'y avait aucun combattant palestinien dans les parages à ce moment là", souligne HRW qui appelle l'armée à ouvrir une enquête sur ces morts.

Il précise que ces 11 civils n'ont pas servi de boucliers humains aux combattants du Hamas et n'ont pas non plus été victimes d'échanges de tirs.

"Les soldats israéliens n'ont, au meilleur des cas, pas pris les précautions nécessaires pour distinguer les civils des combattants avant d'ouvrir le feu, comme l'exigent les lois de la guerre", ajoute-t-il.

"Dans le pire des cas, ils ont délibérément attaqué des civils, et sont donc responsables de crimes de guerre", dit-il encore.

L'armée israélienne a ouvert 14 enquêtes contre des soldats soupçonnés de conduite criminelle lors de l'offensive dans la bande de Gaza.

Ce rapport est le sixième de HRW sur cette opération. Dans quatre rapports précédents, l'ONG avait reproché à Israël d'avoir violé les règles du droit international qui obligent un belligérant à distinguer entre cibles civiles et militaires.

Un cinquième rapport avait qualifié de "crimes de guerre" les tirs de roquettes contre des civils israéliens par le Hamas.

Selon les services de santé palestiniens, 1.400 Palestiniens ont été tués et quelque 5.000 blessés durant l'offensive militaire israélienne contre le Hamas dans la bande de Gaza.

13/08/2009

### HRW réclame à Israël une enquête sur la mort de civils à Gaza

L'organisation Human Rights Watch réclame aux autorités israéliennes d'enquêter sur les circonstances de la mort de plusieurs civils palestiniens tués lors de l'offensive de cet hiver dans la bande de Gaza.

Dans un rapport publié jeudi, l'organisation de défense des droits de l'homme recense sept cas où des civils ont

été tués par des soldats israéliens alors qu'ils tentaient de s'enfuir en brandissant des drapeaux blancs. HRW demande parallèlement aux gouvernements de faire pression pour que les accusations de crime de guerre portées contre Israël et contre les islamistes palestiniens du Hamas lors des trois semaines d'offensive soient examinées sérieusement.

D'après les éléments recueillis par Human Rights Watch, onze Gazaouis sans armes, dont cinq femmes et quatre enfants, ont été tués par des soldats alors qu'ils se trouvaient au sein de groupe de civils brandissant des drapeaux blancs.

"Ces cas ne constituent qu'une petite fraction des civils palestiniens blessés ou tués mais ils se singularisent du fait qu'à chaque fois ces victimes étaient immobiles, marchaient ou se déplaçaient à vitesse réduite dans des véhicules avec d'autres civils sans armes et qu'ils tentaient de faire connaître leur statut de non-combattant en agitant un drapeau blanc", écrit HRW.

D'après une organisation basée à Gaza, 900 des 1.400 Palestiniens tués durant les trois semaines de l'opération "Plomb durci" étaient des civils.

Israël avance pour sa part un bilan de 300 civils et 900 combattants palestiniens tués par son armée.

Treize Israéliens - dix soldats et trois civils - ont également péri dans les affrontements.

*(Al-Oufok avec les agences de presse*

13 août 2009 -

<http://www.aloufok.net/spip.php?article791>

## Les roquettes du Hamas contre les civils sont des "crimes de guerre"

Les tirs de roquettes contre des civils israéliens par le mouvement islamiste Hamas et d'autres groupes palestiniens de la bande de Gaza s'apparentent à des "crimes de guerre", estime l'organisation Human Rights Watch (HRW) dans un rapport publié jeudi.

"Les attaques à la roquette du Hamas visant des civils israéliens sont illégales et injustifiables, et assimilables à des crimes de guerre", affirme Iain Levine, directeur de programme à HRW et auteur du rapport.

Le gouvernement du Hamas a Gaza a dénoncé le rapport de HRW, l'accusant de "disculper l'occupant (israélien) des crimes qu'il a commis" et "met bourreau et victime sur un pied d'égalité".

"C'est un rapport politisé et dénué d'objectivité et d'impartialité", a affirmé le ministère de l'Information du gouvernement du Hamas dans un communiqué.

"La résistance dans toutes ses formes et un droit légitime du peuple palestinien tant qu'il est sous occupation et fait face au terrorisme d'Etat (israélien)", a ajouté le communiqué.

Selon les services de santé palestiniens, 1.400 Palestiniens ont été tués et quelque 5.000 blessés durant l'offensive militaire israélienne de 22 jours contre le Hamas dans la bande de Gaza.

Il s'agit du cinquième rapport de HRW sur l'opération israélienne. Dans quatre rapports précédents, l'ONG avait reproché à Israël d'avoir violé les règles du droit international qui obligent un belligérant à distinguer entre cibles civiles et militaires.

*(AFP / 06 août 2009 14h47)*

<http://www.romandie.com/ats/news/090806124724.dsan6flw.asp>

---

---

## 6 Union Européenne

### Hasan Abu Nimah : Solana utilise les Nations unies pour saborder les droits palestiniens.

Ce qui doit nous soucier cependant, c'est que Solana, qui a toujours fait comme Washington lui a dit, a lancé un ballon d'essai.

Le haut représentant pour la politique étrangère de l'Union européenne, Javier Solana, a surpris les observateurs le 11 juillet quand, lors d'un discours à Londres, il a appelé le Conseil de Sécurité des Nations unies à reconnaître un Etat palestinien avant une date à déterminer, même si aucun accord n'était conclu entre Israéliens et Palestiniens.

Dans sa bouche, cette proposition prend un ton dramatique. Il en reste encore à croire qu'une décision du Conseil de Sécurité peut conduire à des actions véritables et radicales. Alors qu'en réalité, le Conseil de Sécurité n'est pas l'organisme exécutif puissant qu'il devait être à sa création.

N'empêche que Solana a pourtant provoqué manifestement la colère d'Israël par son audace à faire une telle proposition. Israël n'a pas l'habitude d'être surpris ; normalement, les grandes puissances le consultent avant de faire des déclarations importantes sur la situation au Moyen-Orient. Cette fois, on dirait que Solana n'a pas sollicité l'autorisation israélienne. Mais la colère israélienne à elle seule renforce la crédibilité de cette idée que Solana doit avoir dit quelque chose d'important.

Solana a salué la nouvelle initiative de paix du président américain, Barack Obama, et il a suggéré que si elle n'aboutissait pas à la conclusion d'un accord contraignant entre les parties, alors la « communauté internationale » se devait d'intervenir à travers le Conseil de sécurité. Plus précisément, Solana a proposé ceci : « *Après une date limite, une résolution du Conseil de Sécurité des Nations unies devrait proclamer l'adoption de la solution à deux Etats. Ceci inclurait tous les paramètres : frontières, réfugiés, Jérusalem et arrangements de*

sécurité. Elle accepterait l'Etat palestinien comme membre à part entière des Nations unies, et fixerait un calendrier pour son application. Elle autoriserait la résolution d'autres conflits territoriaux en cours et légitimerait la fin des revendications. »

Cette déclaration apparemment audacieuse revient en fait à dire que Solana veut voir le Conseil de Sécurité participer au concert de tous ceux qui chantent depuis des décennies l'air de la solution à deux Etats. Au lieu de proposer des mesures concrètes pour l'application des résolutions existantes et depuis si longtemps ignorées, ou d'exercer un contrôle sur les violations par Israël qui rendent impossible un Etat palestinien, Solana veut simplement faire reconnaître aux Nations unies, comme membre à part entière en son sein, un Etat palestinien imaginaire.

Si on veut la voir sous un angle positif, disons que la « solution à deux Etats » est déjà à moitié réalisée. Après tout, l'un des deux Etats - Israël - existe depuis plus de 60 ans, et en outre, pendant tout ce temps il a même étendu son territoire.

Le problème pourtant, c'est que ce « succès » signifie qu'il ne reste plus de place pour un second Etat. Solana, comme bien d'autres, trouve facile de répéter comme un perroquet « solution à deux Etats », mais il n'a pas le courage d'exiger ne serait-ce que la fin totale de l'occupation israélienne de la Cisjordanie et de la bande de Gaza qui a commencé le 4 juin 1967.

Alors qu'il a lui-même été un élément clé de l'échec du processus de paix, Solana veut maintenant que le Conseil de Sécurité « mandate » une résolution sur les questions centrales : frontières, réfugiés, Jérusalem, colonies et arrangements de sécurité. Il n'indique pas comment les Nations unies devront agir pour cela, mais simplement il le dit comme si ces questions n'étaient que des détails sans importance.

En effet, Solana aurait pu reconnaître que les Nations unies - le Conseil de Sécurité en particulier - avaient déjà traité ces questions. Le Conseil de Sécurité n'a-t-il pas décidé à maintes reprises que toutes les colonies d'Israël au-delà de la ligne du 4 juin 1967 étaient illégales et devaient être retirées ? N'a-t-il pas déclaré que l'annexion par Israël de Jérusalem-Est et du plateau du Golan occupés était nulle et non avenue, ainsi que toutes les modifications juridiques et administratives qui avaient été décidées pour ces territoires par Israël ? Le Conseil de Sécurité n'a-t-il pas clairement déclaré, et maintes fois, que la peine que se donne Israël pour modifier la composition démographique des Territoires palestiniens occupés sortait totalement du cadre du droit et ne devait avoir aucun effet ?

Comme c'est effectivement le cas et que le Conseil de Sécurité n'a jamais bougé dans le passé pour faire appliquer ses propres résolutions violées par Israël, pourquoi devrait-il intervenir aujourd'hui ? Au contraire - et c'est probablement pour cela que Solana évite de dire exactement ce que le Conseil de sécurité devrait faire -, ce qu'il veut, Solana, c'est donner son aval à des solutions truquées qui légitiment l'illégalité. Par exemple, une résolution des Nations unies qui supprime le droit au retour, reconnaisse les colonies existantes, impose aux Palestiniens un bantoustan au lieu d'un Etat et, probablement, qui mandate l'OTAN ou tout autre force internationale pour occuper l'Etat, comme c'est le cas pour plusieurs pays des Balkans créés sous la direction de Solana.

Rien ne garantit même qu'Israël se conforme à une telle résolution qui répond à la plupart de ses exigences. Que se passera-t-il alors ? Solana proposera-t-il que le Conseil de Sécurité se redresse et fasse appliquer ses propres résolutions par des sanctions contre Israël ? Si oui, ce sera le bienvenu évidemment, mais le défi est de faire appliquer les résolutions existantes, qu'Israël et Solana, comme le reste de l'industrie du processus de paix, ont ignorées et sabordées pendant si longtemps.

Il y aurait eu quelque sens aux propos de Solana s'il avait suggéré que le Conseil de Sécurité reconnaisse un Etat palestinien dans toute la Cisjordanie et la bande de Gaza, incluant Jérusalem-Est, sur les frontières exactes du 4 juin 1967. Cela aurait montré son intention de faire appliquer le droit international en vigueur et de mettre fin à l'occupation coloniale illégale que l'Union européenne subventionne et couvre politiquement depuis si longtemps. Mais au lieu de cela, Solana semble appeler les Nations unies à approuver de vagues idées et à engager une nouvelle fois tout un processus qui s'est avéré tout à fait mal avisé et stérile. Ce qui doit nous soucier cependant, c'est que Solana, qui a toujours fait comme Washington lui a dit, a lancé un ballon d'essai. Ce pourrait être pour proposer un moyen d'action visant à sauver l'administration Obama de l'échec du processus engagé par son envoyé spécial au Moyen-Orient, George Mitchell.

Il n'est pas exagéré d'imaginer les Etats-Unis, lesquels contrôlent en réalité le Conseil de Sécurité, proposant une résolution donnant corps aux idées de Solana, et emballant le tout comme un élément d'un nouvel engagement US pour une action internationale conjointe et sa légitimité. Les Palestiniens seraient mis alors devant le *fait accompli* \* en même temps qu'ils apprendraient que toute exigence pour leurs droits légitimes et inaliénables qui iraient au-delà de ladite résolution serait désormais irrecevable.

Adopter une telle résolution, dite pour la « paix » au Moyen-Orient, marquerait un nouveau recul des Nations unies dans leur renonciation de leurs responsabilités. Cela reviendrait, sur le plan diplomatique, à accrocher une banderole indiquant « *Mission accomplie* » alors que débiterait une guerre longue et désastreuse.

\* en français dans le texte.

[Hasan Abu Nimah](#)

Hasan Abu Nimah est l'ancien représentant permanent de la Jordanie aux Nations unies. Cet article a initialement été publié par *The Jordan Times*.

The Electronic Intifada

04-08

[The Electronic Intifada](#) -

## 2 Europe

### 2 France

#### Netanyahou rejette la demande de clémence pour Salah Hamouri.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou a répondu par la négative au courrier de Nicolas Sarkozy réclamant la « clémence » du gouvernement à l'égard de Salah Hamouri.

Ce jeune Français emprisonné en Israël depuis quatre ans est accusé d'avoir projeté d'assassiner le rabbin Ovadia Yossef, chef du parti religieux Shas.

Le 26 juillet dernier, sa demande de remise en liberté conditionnelle a été rejetée par un tribunal militaire israélien. Contacté à plusieurs reprises, le porte-parole de Benjamin Netanyahu a refusé de donner les raisons de ce refus, précisant que la teneur des courriers échangés entre chefs d'Etat est « confidentielle ». La même réponse a été donnée par l'Elysée.

La presse israélienne a réagi vivement à la lettre de Nicolas Sarkozy, qualifiant d'abusives cette demande de réduction de peine. L'éditorial du journal populiste Jerusalem Post rejette avec force tout amalgame avec l'affaire du soldat Gilad Shalit, otage du Hamas en 2006 : « Le parallèle est profondément insultant : Schalit était un soldat enlevé dans son propre pays, Hamouri était le chef de file d'une organisation terroriste. Schalit n'a fait de mal à personne, Hamouri a planifié un massacre. »

Il est d'ailleurs fait mention dans ce texte à l'« interventionnisme » du chef de l'Etat français en Israël. Les médias israéliens ont révélé au mois de juin -provoquant une jolie pagaille diplomatique- que Nicolas Sarkozy avait conseillé au Premier ministre Benjamin Netanyahou de renvoyer Avigdor Lieberman. Le Premier ministre israélien avait alors publiquement renouvelé son soutien à son ministre des Affaires étrangères, aujourd'hui en difficulté. Le journal de référence Haaretz précise que Nicolas Sarkozy a réclamé une réduction de peine pour bonne conduite afin que Salah Hamouri puisse se « réinsérer ». Cette « bonne conduite » est contestée par les Israéliens. Un responsable gouvernemental cité par l'AFP motive ainsi la décision de Benjamin Netanyahou : « Le Premier ministre a décidé de rejeter la demande de libération de ce Palestinien à la suite de la recommandation de la commission de libération du ministère de la Justice qui a repoussé sa demande car il n'a jamais exprimé de regret. »

Lors de son procès en avril 2008, Salah Hamouri a plaidé coupable devant un tribunal militaire, pour voir sa peine réduite à sept années de prison contre les quatorze dont il était menacé.

Son comité de soutien clame son innocence depuis 2005 et pointe les faiblesses de l'accusation : « Salah a été condamné à sept ans de prison alors qu'aucun fait ni aucune preuve ne sont venus étayer l'accusation dont il est l'objet. Il s'est résigné au plaider coupable, ce qui ne signifie pas qu'il soit coupable.

Etre passé en voiture devant le domicile d'un rabbin ultra orthodoxe, voilà ce qu'on reproche à Salah Hamouri ; et comme, sur dénonciation anonyme, il est supposé sans preuve appartenir au FPLP, on suppose que cet acte ne pouvait qu'être dû à la préparation d'un futur attentat. »

En Israël, on considère que le jeune homme de 24 ans représente « toujours » une menace pour la sécurité du pays.

Al-Oufok avec les agences de press )

13 août

<http://www.aloufok.net/spip.php?article795>

---

## 4 Norvege

### La Norvège dépose plainte contre Israël pour crimes de guerre.

Lancée pour tenter de mettre fin aux tirs de roquettes depuis la bande de Gaza, territoire contrôlé par les islamistes du Hamas, l'offensive israélienne avait fait plus de 1.300 morts côté palestinien.

Des avocats norvégiens ont annoncé mardi qu'ils allaient déposer plainte contre de hauts responsables israéliens, y compris l'ex-Premier ministre Ehud Olmert, pour "crimes de guerre" et "violations graves des droits de l'Homme" lors de la guerre à Gaza.

La plainte, qui sera déposée mercredi auprès du Procureur général norvégien, exige l'arrestation et l'extradition de M. Olmert, de l'ex-ministre des Affaires étrangères Tzipi Livni, du ministre de la Défense Ehud Barak et de sept officiers supérieurs de l'armée israélienne. Elle "concerne l'attaque israélienne contre la bande de Gaza dans la période du 27 décembre 2008 au 25 janvier 2009", ont indiqué six avocats dans un communiqué.

La démarche s'appuie sur les articles du Code pénal norvégien portant sur les crimes de guerre et autres violations graves des droits de l'Homme selon les normes internationales.

Selon le communiqué, les crimes reprochés sont "une très vaste attaque terroriste ciblant principalement les résidents de Gaza", les "meurtres de civils" et "autres actes inhumains ayant causé d'énormes souffrances", la

"vaste destruction de propriétés privées et publiques".

Sont aussi citées des "attaques visant des hôpitaux, des centres de santé, des ambulances et autres moyens de transport" et "une utilisation illégale d'armes de guerre contre des zones peuplées de civils" avec le recours à "du phosphore blanc, des armes contenant du DIME, et des obus à fléchettes".

Toujours selon le communiqué, les plaignants sont des "victimes de l'agression et (...) des individus basés en Norvège qui ont le droit de poursuivre les auteurs, parce qu'ils ont perdu soit des parents soit des biens".

Lancée pour tenter de mettre fin aux tirs de roquettes depuis la bande de Gaza, territoire contrôlé par les islamistes du Hamas, l'offensive israélienne avait fait plus de 1.300 morts côté palestinien.

AFP

Mis en ligne le 21/04/2009

Cet article provient de <http://www.lalibre.be>

<http://www.lalibre.be/actu/monde/article/496920/la-norvege-depose-plainte-contre-israel-pour-crimes-de-guerre.html>

---

---

## 5 Médias/Vidéos

### 5-1 Video freedom palestine

<http://bellaciao.org/fr/spip.php?article89263>

### 5-2 Vidéos : Le sionisme démasqué

#### 1 Le sionisme démasqué 2/3

<http://palestine.over-blog.net/article-34897259.html>

[The Signs\(Le sionisme démasqué p2/3 :25/30](#)

envoyé par [zgump](#) - [L'info video en direct.](#)

#### 2 Le sionisme démasqué 3/3

<http://palestine.over-blog.net/article-34897259.html>

### 5-3 vidéo : les-amis-de-richard-prasquier

[http://www.dailymotion.com/video/x8u2hr\\_les-amis-de-richard-prasquier-et-da\\_news](http://www.dailymotion.com/video/x8u2hr_les-amis-de-richard-prasquier-et-da_news)

---

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19